



## L'AFRIQUE CENTRALE VA MOBILISER JUSQU'À 1.000 SOLDATS POUR SAUVER SES ELEPHANTS

### Yaoundé, Cameroun (25 mars 2013)

Les Etats de l'Afrique Centrale ce samedi ont annoncé qu'ils allaient mobiliser jusqu'à 1.000 soldats et responsables des forces de l'ordre pour initier des opérations militaires conjointes pour sauver ses derniers éléphants de savane, menacés par des braconniers soudanais opérants dans la région.

« La mobilisation de toutes les forces de défenses et de sécurité des Etats concernés » est recommandée pour arrêter ces braconniers, huit<sup>1</sup> membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ont annoncé dans un communiqué à la fin d'une réunion ministérielle d'urgence anti-braconnage à Yaoundé, la capitale du Cameroun, le 21-23 mars.

La conférence de haut niveau s'est tenue pour arrêter ce que la CEEAC dit sont environ 300 braconniers soudanais à chevaux et lourdement armés à la recherche d'éléphants dans les savanes du Cameroun, de la République Centrafricaine et du Tchad.

Durant la nuit du 14-15 mars, ces braconniers ont tué au moins 89 éléphants en une nuit au sud du Tchad. Depuis le début de l'année, ils sont responsables de la tuerie d'au moins 30 éléphants en République Centrafricaine. Ces mêmes groupes sont aussi certainement responsables du massacre d'au moins 300 éléphants dans le parc national camerounais de Bouba N'Djida en début 2012, forçant le pays à mobiliser 600 soldats d'élite pour défendre le pays de ces braconniers.

Malgré le fait qu'il est difficile de donner des chiffres exactes, la population d'éléphants de savane en République Centrafricaine – le pays avec les populations d'éléphants de savane les plus élevées de la région – ont crashés d'environ 80,00 dans le nord-est du pays il y a 30 ans à quelques centaines d'éléphants aujourd'hui.

Le plan d'urgence, avec un cout estimatif de 1.8 million d'euros, nécessitera un appui aérien, des véhicules de terrain, de téléphones satellites, de l'établissement d'un commandement militaire conjoint, avec un système de partage et d'analyse d'information en temps réel, et prévoit l'envoi d'une mission diplomatique au Soudan et au Sud Soudan – les pays d'origine de ces braconniers.

Même si les Etats de la CEEAC ont annoncé qu'ils allaient financer les opérations eux-mêmes, ils « appellent la communauté internationale... à mobiliser et mettre à disposition les fonds complémentaires » afin de pouvoir soutenir ces opérations maintenant et dans le long terme.

« Ceci est une très bonne nouvelle. Nous félicitons la CEEAC et ses Etats membres pour leurs détermination à neutraliser ces groupes de braconniers, » a indiqué Bas Huijbregts, chef du volet Afrique Centrale de la campagne WWF contre le commerce illégal d'espèces sauvages.

<sup>1</sup> Le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, le Tchad.

« Maintenant c'est au tour des pays consommateurs d'ivoire – surtout la Chine et la Thaïlande – de montrer qu'ils ont autant de courage de détermination que ces pays centrafricains. »

Dans le communiqué, les membres de la CEEAC ont félicité la Thaïlande pour sa déclaration du 3 mars que le pays allait fermer ses marchés d'ivoire, tout en l'incitant à mettre en œuvre cette décision.

Les consommateurs d'ivoire doivent être sensibilisé « sur les conséquences dudit commerce », la déclaration indique, et appelle aux « pays de destination de l'ivoire... à redoubler leurs efforts pour lutter contre le commerce illicite de l'ivoire ».

Finalement, la déclaration a ajouté que les Etats membre de l'ECCAS devrait « criminaliser le braconnage et le commerce illégal de l'ivoire, au même titre que les autres infractions liées à la criminalité transnationale organisée » tel que le trafic des armes et de la drogue.

Après la déclaration, l'ambassadeur des Etats Unis au Cameroun, Robert Jackson a indiqué qu'il était « heureux de cette réunion. Ce plan anti-braconnage est un bon plan. »

« Mais c'est l'exécution qui est crucial. Et je suis concerné qu'il n'y a aucune mention de la corruption dans la déclaration, car ceci contribue directement au problème du braconnage et du trafic illégal d'ivoire, » a-t-il indiqué.

Nicolas Berlanga Martinez, Chef de coopération de la délégation de l'Union Européenne, a aussi félicité la CEEAC pour avoir pris l'initiative d'organiser cette réunion, ajoutant que « les mesures adoptées me semblent être suffisamment ambitieuses et opérationnelles pour répondre à l'urgence de la situation et je resterai attentif, à l'instar de tous les autres partenaires, à la mise en œuvre de ce plan d'extrême urgence. »

« Je salue la proposition du renforcement de la collaboration entre différents services ministériels capables de lutter contre les grands braconniers et contre le commerce illicite d'ivoire et j'encourage les autorités à assurer une coordination efficace des contributions des partenaires. »

Dans la déclaration, les Etats ont réaffirmé leurs engagement pour protéger les éléphants, qu'ils ont décrit comme « faisant partie de l'héritage naturel universel de l'Humanité ».

« La communauté internationale est au côté de l'Afrique Centrale, » Huijbregts, du WWF, a dit.

« Maintenant, le monde porte son regard sur cette région, » a-t-il conclu.

**Le WWF appellent les gouvernements et les institutions internationales à traiter le commerce illégal des espèces sauvages comme crime grave, à adopter les moyens de dissuasion efficaces, et à mener leurs efforts pour réduire la demande pour des espèces sauvages menacées.**

###

**Pour plus d'information veuillez contacter:**

Bas HUIJBREGTS, WWF Afrique Centrale

[bhuijbregts@wwfcarpo.org](mailto:bhuijbregts@wwfcarpo.org)

+237 79 50 41 41

Gildas Parfait DIAMONEKA, Porte-parole CEEAC

[gildas\\_parfait@yahoo.fr](mailto:gildas_parfait@yahoo.fr)

**Rejoignez nous sur [www.facebook.com/WWFCentralAfrica](https://www.facebook.com/WWFCentralAfrica)**